

développées comme elles le devraient, jamais cette émigration déplorable ne pourra être arrêtée, jamais nous ne pourrions employer les grandes ressources que nous possédons à moins que d'une manière ou de l'autre, peu m'importe, les marchés de tout ce continent ne nous soient ouverts et à moins que nous ne puissions commercer à termes égaux avec nos amis et voisins, les Américains.

Mais pourquoi faire cette proposition aux honorables ministres ? Il y a un an ou deux, ils ont dit qu'il était inutile de parler de la réciprocité parce que nous ne pouvions pas l'obtenir. Qu'arrive-t-il aujourd'hui ? C'est que les honorables ministres pouvaient obtenir la réciprocité, mais ils ne l'ont pas voulu. Ils pouvaient l'obtenir facilement dans les conditions que j'ai définies, mais ces messieurs ultra loyaux craignaient tellement les droits différentiels contre les marchandises anglaises qu'ils n'ont pas voulu songer à l'obtenir. S'il a jamais existé un droit différentiel contre les marchandises anglaises, on le trouve dans le tarif de ces messieurs ; s'il y a jamais eu un tarif imitant servilement celui des Etats-Unis, c'est celui que nous avons. L'honorable ministre, ne veut pas nous renseigner sur la politique de son parti, ni expliquer cette politique, ni nous donner la moindre idée de ce que sont ces branches nuisibles que l'on propose de couper. Je ne peux pas dire à la chambre, je n'ai pas besoin de dire aux honorables ministres, car ils le savent déjà, en quoi consiste la politique du chef du gouvernement. S'il y a jamais eu une politique qui consiste à se guider sur ce qui se fait à Washington ; c'est la politique actuelle. Si jamais un parti a suivi une politique semblable, les honorables chefs de la droite le font actuellement. Lorsque le gouvernement américain a aboli ses droits sur le sucre, immédiatement notre ministre des Finances a fait la même chose. Lorsque le gouvernement de Washington leur a dit d'abolir le droit d'exportation sur les billots de bois de sciage, le droit a été aboli. Aussitôt que nos amis imposent des péages en faveur du port de Montréal et que les Américains s'y opposent, aussitôt des mesures sont prises pour les abolir. A l'exemple de mon honorable ami (M. Laurier), je me plains qu'on ne fasse pas de concessions justes et raisonnables aux Etats-Unis. J'approuve entièrement chaque parole qu'il a dite concernant la politique et l'opportunité de se conduire avec ce grand peuple de la manière la plus libérale et la plus généreuse ; mais, à son exemple, je blâme les honorables chefs de la droite parce qu'ils accordent aux menaces ce qu'ils refusent à une demande raisonnable. Ce n'est pas la manière dont un petit Etat doit se conduire à l'égard d'un grand, et ce n'est pas la manière de faire respecter le Canada et de le faire traiter raisonnablement par les Etats-Unis.

Je sais fort bien que les honorables chefs de la droite craignent de déclarer ce qu'ils feront avant de savoir ce que fera le parti qui arrive au pouvoir dans la République. Ils espèrent, et dans un sens c'est aussi mon espoir, que lorsque ce grand peuple aura fait disparaître les entraves de la protection, le marché américain nous sera ouvert librement, et qu'il le sera dans une grande mesure pour tout l'univers. C'est leur espérance, mais jusqu'à ce qu'ils sachent ce qu'ils peuvent faire ces messieurs, qui considèrent comme une injure les conseils des Américains, n'osent pas nous dire leurs intentions. Je répète que s'il y a jamais eu une politique consistant à se guider sur Washington, c'est celle que

les honorables chefs de la droite ont suivie. La seule chose que je regrette c'est que du commencement jusqu'à la fin, durant les sept dernières années, ils ont tellement manqué de tact, de dignité et de prudence en traitant avec les Etats-Unis qu'ils ont gravement nui à l'avenir du pays dont les destinées leur sont confiées.

Quelles ont été pour ainsi dire les dernières paroles de M. Cleveland avant qu'il quittât la présidence ? Il a menacé de suspendre les relations commerciales avec le Canada. La chambre a-t-elle oublié les paroles remarquables de sir Charles Tupper quand il nous a dit à maintes reprises, en 1886 ou 1887, que ses collègues avaient mis ce pays à deux doigts d'une guerre commerciale avec les Etats-Unis, chose qu'il considérait, a-t-il dit avec raison, comme une des plus grandes calamités qui pouvaient affliger un peuple. Ainsi qu'il le disait, d'une guerre commerciale à une guerre réelle il n'y a qu'un pas, et une guerre entre les deux grandes divisions de la race anglaise, je le dis avec sir Charles Tupper, serait un des plus grands malheurs que l'humanité pourrait subir.

M. l'Orateur, j'ai dit quelles étaient les relations de ce gouvernement avec M. Cleveland quand ce dernier quitta la présidence, quelles sont maintenant ses relations avec le président Harrison ? Cleveland et Harrison peuvent différer d'opinion, mais, hélas ! pour nous, ils n'en ont qu'une au sujet du caractère et de la conduite des ministres qui gouvernent aujourd'hui le Canada. Je dis que par leur conduite, depuis 1886, les honorables membres de la droite ont gravement nui au pays. Bien que j'espère que le peuple du Canada suivra le sage exemple du peuple des Etats-Unis et qu'il se débarrassera des liens de la protection, et bien que nous puissions retirer certains avantages du retour des Etats-Unis au sens commun, je ne puis pas m'empêcher de croire que si des hommes ont travaillé avec zèle et ténacité à empêcher l'établissement d'une bonne entente entre ces deux pays, ce sont les honorables chefs de la droite.

M. FOSTER : M. l'Orateur, au risque de prendre un peu de temps pour répondre aux arguments et pour répliquer à un discours qui n'a pas même le mérite de la nouveauté pour nous, qui faisons partie de cette chambre depuis plusieurs années, je dirai pour m'excuser que, vu le fait qu'une semblable question a été soulevée pour appuyer l'amendement à l'adresse et inscrite dans les archives de la chambre, il pourrait être utile d'ajouter quelques observations comme explication, sinon comme réfutation, de quelques-unes des propositions qui ont été avancées. Sans entrer dans toutes les questions que mon honorable ami a traitées aujourd'hui, et qu'il a déjà plusieurs fois traitées avant ce jour, il y en a trois sur lesquelles je désire attirer l'attention de la chambre, et sur lesquelles il a spécialement appuyé. La première concerne l'émigration.

S'il s'est efforcé de prouver ce soir non seulement qu'il existe une émigration du Canada aux Etats-Unis, fait, dont personne ne doute dans cette chambre, mais de prouver de plus que cette émigration est due à la politique maladroite suivie par le gouvernement actuel. Il regrette le fait que cette émigration existe, il le déplore et il en est ému jusqu'au fond du cœur. Il déclare en termes généraux qu'il est du devoir des hommes d'Etat de chercher à savoir pourquoi cette émigration existe, et comment y mettre fin. Mais l'hono-